

ZOOM DANS QUELS PARADIS FISCAUX SE CACHENT LES BANQUES ?

Un pas vers la transparence bancaire. Depuis 2015, les banques ont pour obligation de publier la liste des États – dont les paradis fiscaux – où elles exercent des activités. Tour d'horizon du marché belge avec ses quatre principaux acteurs.

Pas moins de 4 500 milliards d'euros, c'est le total des aides versées par les pays membres de l'Union européenne pour sauver le secteur bancaire lors de la crise financière. Alors que les dirigeants européens promettaient, à l'époque, de mettre la finance au pas, peu de dispositions ont finalement été prises pour réglementer le secteur. Parmi les maigres concessions, relevons toutefois l'article d'une directive européenne qui prévoit que les établissements financiers publient la liste des pays où ils ont des activités et les impôts qu'ils y ont versés. Cette avancée doit quand même être nuancée en termes de transparence. Si toutes ces informations se trouvent bien sur les sites web des différentes banques, on ne les y trouve que moyennant un travail de limier. Il faut fouiller dans des rapports annuels, longs de plusieurs centaines de pages. Une démarche qui rebute le citoyen lambda.

Financité a analysé l'activité des quatre plus grandes banques présentes sur le marché belge (Belfius, BNP Paribas, ING et KBC) en se basant sur la liste des paradis fiscaux établie par le Tax Justice Network, tout en excluant la Belgique et le pays d'où la banque est originaire (les Pays-Bas dans le cas d'ING).

D'APRÈS UNE ANALYSE D'OLIVIER JERUSALMY « L'ACTIVITÉ BANCAIRE DES BIG 4 DANS LES PARADIS FISCAUX », FINANCITÉ, 2016. RETROUVEZ LA SUR WWW.FINANCITE.BE

Belfius

Parmi les quatre grandes banques implantées en Belgique, Belfius est l'institution la moins présente dans des paradis fiscaux. Et tous les paradis fiscaux dans lesquels elle exerce une activité sont situés au sein de l'Union européenne à savoir le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Irlande.

Il est très étonnant de constater que, si Belfius, banque détenue par les pouvoirs publics, a réalisé des bénéfices nets à hauteur de plus de 21 millions d'euros au Luxembourg, elle n'y a pas payé d'impôt. Au contraire, un produit d'impôt de près de 6 millions d'euros lui a été versé. Ce n'est donc pas parce que l'on gagne de l'argent que l'on paye des impôts dans les paradis fiscaux...

PARADIS FISCAUX (au 31.12.2015)

3 → Luxembourg, Irlande, Pays-Bas

	2014	2015
Chiffre d'affaires	77 millions €	71 millions €
Nombre de salariés	102	89
Résultat avant impôt	- 97 535 millions €	9 198 millions €
Impôts payés	6,4 millions €	+ 5,9 millions € reçus

BNP Paribas Fortis

BNP Paribas est en revanche un groupe largement présent dans de nombreux paradis fiscaux (au minimum 18). Quant à sa filiale belge, BNP Paribas Fortis, sa présence s'étend sur 6 paradis fiscaux au moins. Mais, comme les rapports officiels ne fournissent d'informations que par pays (et non par États ou villes), il est possible que BNP Paribas Fortis soit présent dans cinq paradis fiscaux supplémentaires : Madère (Portugal), la City, Dubai (Émirats arabes unis), le Delaware (États-Unis) et Labuan (Malaisie).

En 2015, l'activité de BNP Paribas a augmenté dans les paradis fiscaux. Elle atteint des volumes conséquents puisque le groupe enregistre un chiffre d'affaires de 6,7 milliards d'euros dans les paradis fiscaux et y emploie plus de 19 000 salariés, contre respectivement 1 milliard d'euros et 3 200 salariés pour sa filiale belge.

PARADIS FISCAUX (au 31.12.2015)

18 → Autriche, Bahrein, Bermudes, îles Caïman, Guernesey, Hong-Kong, Hongrie, Irlande, Jersey, Luxembourg, île de Man, Monaco, Panama, Pays-Bas, Philippines, Singapour, Suisse, Taïwan

	2014	2015
Chiffre d'affaires	5 954 millions €	6 723 millions €
Nombre de salariés	18 926	19 441
Résultat avant impôt	- 1 009 millions €	1 807 millions €
Impôts payés	121 millions €	278 millions €



© Madeline Fox

KBC

Les activités de KBC dans des paradis fiscaux sont significatives. On observe même, en 2015, une nette croissance du chiffre d'affaires : + 400 millions d'euros, pour atteindre un total de 1,2 milliard d'euros. Des impôts ont été payés tant en 2014 qu'en 2015, pour un total qui suscite des questions : alors qu'entre 2014 et 2015, les bénéfices passent de 104 à 620 millions d'euros, soit une hausse de 516 millions d'euros, le total d'impôt payé passe de 77 à 81 millions d'euros... soit une hausse nettement plus faible de 74 % contre seulement 13 %...

PARADIS FISCAUX (au 31.12.2015)

12 → Delaware, Hong-Kong, Hongrie, Irlande, Jersey, Londres, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Suisse, îles Vierges britanniques

	2014	2015
Chiffre d'affaires	833 millions €	1 238 millions €
Nombre de salariés	4482	4844
Résultat avant impôt	104 millions €	620 millions €
Impôts payés	77 millions €	81 millions €

ING

Par rapport à ses concurrents, ING, en se limitant au strict minimum légal, se distingue par son manque de transparence. Dans ces conditions, il est très difficile de déterminer le nombre exact de paradis fiscaux dans lesquels la banque néerlandaise exerce des activités. Le chiffre oscille entre 10 et 14. Parmi les paradis fiscaux avérés : l'île Maurice, Taïwan ou encore Hong-Kong. Les activités d'ING dans des paradis fiscaux sont en croissance depuis 2013. Les activités y génèrent un bénéfice avant impôt de plus 1,4 milliard d'euros, pour un total d'impôt, somme toute raisonnable, de 100 millions d'euros (taux moyen d'imposition : +/- 7 %). On notera également qu'ING est la seule des « Big 4 » à avoir reçu des subventions des pouvoirs publics, en provenance de la France en l'occurrence.

PARADIS FISCAUX (au 31.12.2015)

10 → Autriche, Hong-Kong, Hongrie, Irlande, Luxembourg, Philippines, Singapour Suisse, île Maurice, Taïwan

	2014	2015
Chiffre d'affaires	1 575 millions €	2 140 millions €
Nombre de salariés	2 828	2 828
Résultat avant impôt		1 408 millions €
Impôts payés		100 millions €



→ **NOUS NE SOMMES PAS TOUS ÉGAUX DEVANT L'IMPÔT. LES BANQUES SAVENT POURQUOI !**

POSEZ DIRECTEMENT VOS QUESTIONS À NOTRE BANQUIER SUR WWW.FINANCITE.BE. #BANQUIERANU